

Objectif de gestion

Fédérés ISR Euro est investi au moins à 75% en actions de la zone euro répondant à des critères de développement durable selon les notations extra-financières des agences Vigeo et Eiris. Le fonds peut détenir 10% de son actif en OPCVM français ou coordonnés.

L'objectif de gestion du Fonds est d'obtenir une performance proche de son indicateur de référence : DJ Euro Stoxx Net (clôture) *.

Les calculs de performances sont réalisés coupons nets réinvestis.

* DJ Euro Stoxx Brut (clôture) avant le 1er janvier 2010.

VL (Mensuelle) au 31/12/2013

Actif net au 31/12/2013(cumul compartiment) [EUR]

853.93 €

318 992k€

Notation Morningstar au 31/12/2013

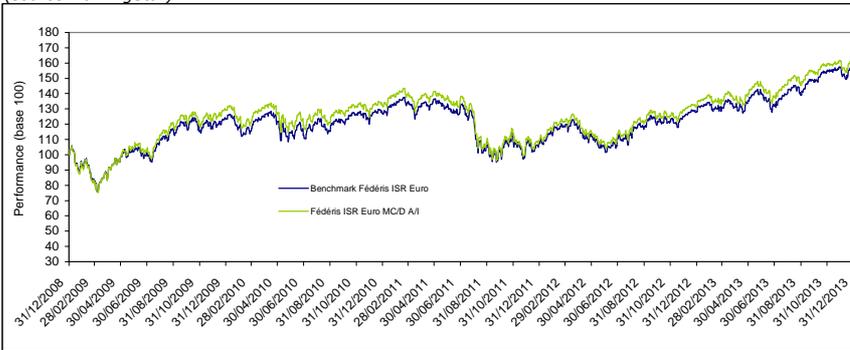
Résultats grille interne de notations ISR

Note du portefeuille : **14.75 /20**

Note du DJ Eurostoxx 300 : **13.00 /20**

Performances

(source MorningStar)



Performances glissantes

Période	1 mois	1 an	3 ans	5 ans
FCP	1.06	23.73	23.92	63.10
Référence	0.82	23.74	25.20	58.61
Performances relatives	0.24	-0.01	-1.28	4.49

Performances calendaires

Période	2013	2012	2011	2010	2009
FCP	23.73	20.30	-16.75	1.80	29.29
Référence	23.74	19.34	-15.22	2.69	23.37
Performances relatives	-0.01	0.97	-1.53	-0.89	5.92

Classements Morningstar * (centile)

*Classement réalisé à partir des fonds ISR de la catégorie Morningstar Actions Zone Euro Grandes Cap.

	2013	1 an	3 ans	5 ans
Classement du FCP	12	12	16	28

Indicateurs de risque

	1 an	3 ans	5 ans
Volatilité Référence	13.87	20.15	21.71
Volatilité FCP	13.23	20.33	21.80
Tracking error	1.45	1.94	1.77
Ratio de Sharpe	1.77	0.34	0.45
Ratio d'information	-0.01	-0.19	0.35
Alpha	0.02	-0.01	0.01
Bêta	0.95	1.00	1.00



Les performances passées ne préjugent pas des résultats futurs. Le souscripteur reconnaît avoir reçu le prospectus visé par l'AMF préalablement à son investissement.

Ce document est établi par Fédérés Gestion d'Actifs, société de gestion de portefeuille de droit français agréée par l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro GP03024. Il contient des éléments d'information et des données chiffrées que Fédérés Gestion d'Actifs considère comme fondés ou exacts au jour de leur établissement. Pour ceux de ces éléments qui proviennent de sources d'information externes, leur exactitude ne saurait être garantie. Ce document est exclusivement conçu à des fins d'information. Il ne saurait être assimilé à une activité de démarchage, à une quelconque offre de valeur mobilière ou instrument financier que ce soit ou de recommandation d'en acheter ou d'en vendre. La distribution et l'offre d'actions ou de parts de l'OPCVM cité peuvent être limitées ou interdites par la loi dans certaines juridictions. Ce document ne donne aucune assurance de l'adéquation de l'OPCVM à la situation financière, au profil de risque, à l'expérience ou aux objectifs de l'investisseur. Avant d'investir dans ce fonds, l'investisseur doit procéder à sa propre analyse en s'appuyant sur les conseils de son choix. Fédérés Gestion d'Actifs décline toute responsabilité quant à d'éventuels dommages ou pertes résultant de l'utilisation en tout ou partie des éléments figurant dans ce document. Ce document ne peut être reproduit sous quelque forme que ce soit ou transmis à une autre personne que celle à qui il est adressé.

Le prospectus, le DICI, ainsi que les derniers états financiers disponibles, sont à la disposition du public sur simple demande, auprès de Fédérés Gestion d'Actifs Service Relations Clients : 20 bis rue La Fayette 75009 Paris Tél: 01 53 21 75 55.

Informations générales

Classification AMF	Actions Zone Euro
Politique de revenus	Capitalisation et/ou distribution
Valorisation	Quotidienne
Part I : Code ISIN	FR0011462696
F. de Gestion:	0.50%
D. d'entrée:	1%
Part M : Code ISIN	FR0007045950
F. de gestion:	0.23%
D. d'entrée:	3%
Part MD : Code ISIN	FR0011208081
F. de gestion:	0.18%
D. d'entrée:	3%

A risque plus faible, Rendement potentiellement plus faible A risque plus élevé Rendement potentiellement plus élevé



Les performances affichées sont celles de la part M.

Le DICI du FCP doit être consulté avant toute opération.

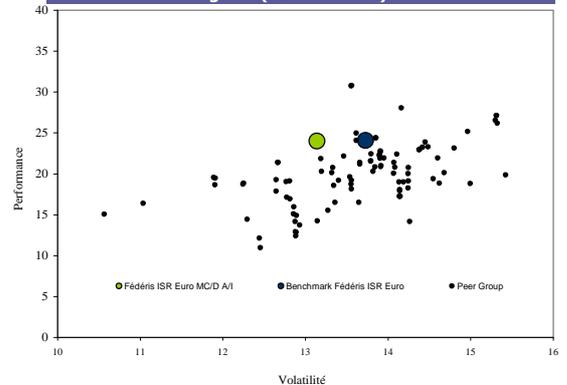
Environnement de marché :

Après un début de mois difficile dominé par des prises de bénéfices, les marchés actions finissent l'année sur une note positive, portés par l'annonce de la Fed du démarrage du "tapering" assorti d'une politique toujours accommodante ainsi que par des statistiques économiques confirmant le rebond de la croissance des deux côtés de l'Atlantique.

Commentaire de gestion :

Le FCP affiche une performance de 1.06% sur le mois contre 0.24% pour son indice de référence. Ainsi, cette surperformance nous permet de finir l'année en ligne avec notre indice (-0.01%). Cette performance s'explique principalement par un effet sélection dans les secteurs suivants : Banques (+9bp), Utilities (+9bp grâce à E.On) Télécoms (+10 bp) et Produits de Base (+15 bp grâce à Imerys et Rio Tinto). Par ailleurs, notre absence de LVMH nous a apporté 6 bp alors que nos surpondérations sur Vallourec et sur Kering ont pesé sur la performance de 5 bp. Au cours du mois, nous avons allégé nos positions sur Linde, CGG Veritas, Philips, Vivendi et Vinci. Nous avons par ailleurs renforcé notre ligne d'Intesa San Paolo.

Analyse du couple rendement/risque du FCP au sein de sa catégorie (52 semaines)



Structure du portefeuille au 31/12/2013

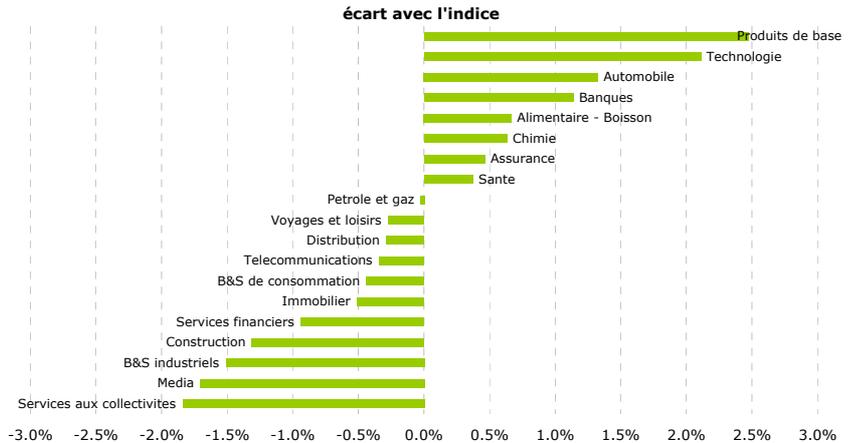
(source Omega)

Actions en Direct	95.63%
Autres	0.00%
Trésorerie	4.37%
Total	100.00%

Répartition sectorielle des Actions en Direct

(source Omega)

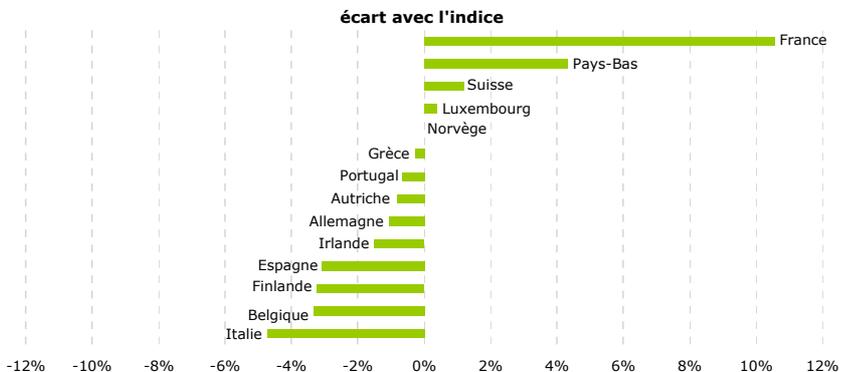
	Fonds
Banques	14.19%
B&S industriels	10.85%
Chimie	9.60%
Assurance	8.26%
Automobile	7.66%
Technologie	7.50%
Alimentaire - Boisson	6.82%
Petrole et gaz	6.31%
Sante	5.72%
Telecommunications	4.11%
B&S de consommation	3.98%
Services aux collectivités	3.74%
Produits de base	3.70%
Distribution	2.75%
Construction	2.01%
Media	1.29%
Voyages et loisirs	0.77%
Immobilier	0.75%
Services financiers	0.00%



Répartition géographique des Actions en Direct

(source Omega)

	Fonds
France	43.18%
Allemagne	28.48%
Pays-Bas	13.16%
Espagne	7.57%
Italie	3.01%
Royaume-Uni	2.25%
Suisse	1.20%
Luxembourg	1.15%
Norvège	0.00%
Autriche	0.00%
Finlande	0.00%
Belgique	0.00%



5 plus fortes surpondérations et sous-pondérations

(source Omega)

surpondérations	Fonds	Indice	Ecart	Note ISR	sous-pondérations	Fonds	Indice	Ecart	Note ISR
BNP PARIBAS	4.27%	1.92%	2.35%	15.8	BCO SANTANDER	0.00%	2.36%	-2.36%	10.3
BCO BILBAO VIZCAYA A	3.52%	1.66%	1.86%	13.7	ANHEUSER-BUSCH INBEV	0.00%	1.84%	-1.84%	9.7
VOLKSWAGEN PREF	2.54%	0.94%	1.60%	12.3	ENI	0.00%	1.50%	-1.50%	13.2
GDF SUEZ	2.35%	0.84%	1.52%	11.7	LVMH MOET HENNESSY	0.00%	1.14%	-1.14%	11.3
SANOFI	4.42%	2.98%	1.44%	16.5	BMW	0.00%	0.88%	-0.88%	12.8

Analyse de la performance sur le mois de décembre

(source Statpro)

Analyse de la performance relative

Plus fortes contributions du mois

	Contribution	Note ISR
LVMH MOET HENNESSY	0.06%	11.3
IMERYS	0.06%	13.3
E.ON	0.06%	8.7
RENAULT	0.05%	12.7
DEUTSCHE TELEKOM	0.05%	16.0

Plus faibles contributions du mois

	Contribution	Note ISR
VALLOUREC	-0.07%	11.2
Kering	-0.05%	12.7
CGG	-0.05%	14.8
GEMALTO	-0.05%	12.3
MICHELIN	-0.05%	12.7

RAPPEL : les valeurs dont les notes ISR sont inférieures à 10/20 ne peuvent être incluses dans le portefeuille.

Attributions de performances mensuelles par secteur

	Allocation	Selection	Total
SERVICES AUX COLLECTIVITES	0.06%	0.09%	0.16%
PRODUITS DE BASE	-0.02%	0.15%	0.13%
BANQUES	0.01%	0.09%	0.10%
B&S DE CONSOMMATION	0.01%	0.09%	0.10%
TELECOMMUNICATIONS	0.00%	0.10%	0.10%
AUTOMOBILE	0.00%	0.08%	0.08%
PETROLE ET GAZ	0.00%	0.03%	0.03%
IMMOBILIER	0.02%	-0.01%	0.02%
CONSTRUCTION	0.00%	0.01%	0.01%
CHIMIE	0.00%	0.00%	0.01%
ASSURANCE	0.00%	-0.01%	0.00%
VOYAGES ET LOISIRS	0.00%	-0.02%	-0.02%
DISTRIBUTION	0.01%	-0.03%	-0.02%
SERVICES FINANCIERS	-0.03%	0.00%	-0.03%
B&S INDUSTRIELS	-0.01%	-0.04%	-0.05%
SANTE	0.00%	-0.07%	-0.07%
MEDIAS	-0.01%	-0.06%	-0.08%
ALIMENTAIRE - BOISSON	0.00%	-0.09%	-0.09%
TECHNOLOGIE	0.02%	-0.12%	-0.11%
OPCVM ACTIONS EURO	0.02%	0.00%	0.02%
Trésorerie	-0.05%	0.00%	-0.05%



L'approche de gestion « Best-In-Class » du fonds consiste à sélectionner au sein de chaque secteur d'activité les entreprises les plus engagées dans le développement durable.

La notation ISR évalue les entreprises selon leurs pratiques ESG (Environnementales, Sociales et de Gouvernance), à partir de notre matrice interne qui pondère en fonction des enjeux propres à chaque secteur les 6 domaines suivants : Ressources Humaines, Environnement, Clients et Fournisseurs, Gouvernance, Engagement Sociétal et Droits Humains.

Cette notation est produite en interne par notre équipe ISR qui s'appuie sur les analyses des agences spécialisées Eiris et Vigeo.

Notre univers éligible d'investissement ISR est défini par l'ensemble des titres obtenant une note ISR supérieure ou égale à 10/20 soit environ 52% de l'univers initial d'investissement dans chaque secteur d'activités.



Résultats grille de notations ISR :

Part du portefeuille faisant l'objet d'une analyse ESG : 95,63%
 Pourcentage de titres exclus de l'univers analysés à l'issue de la sélection ESG : 49,1%

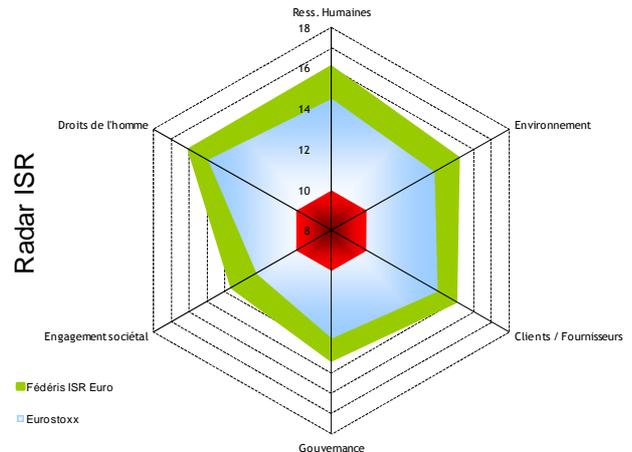
Note moyenne du portefeuille : 14,75 / 20
 Note de l'indice de référence* : 13,00 / 20
 * DJ EuroStoxx Net

Meilleures notes ISR en portefeuille :

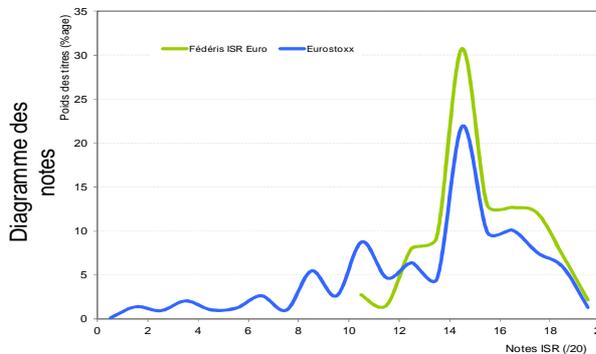
- 1/ Danone (19,0)
- 2/ Unilever (19,0)
- 3/ Unibail Rodamco (18,5)
- 4/ Henkel (18,0)
- 5/ Nestlé (18,0)

Moins bonnes notes ISR en portefeuille :

- 1/ Valeo (10,8)
- 2/ Ahold (10,8)
- 3/ Vallourec (11,2)
- 4/ GDF Suez (11,7)
- 5/ Essilor (11,7)



Poids pondéré des notes ISR :



Commentaire ISR au 31 décembre 2013

Présent dans le portefeuille, **Michelin** obtient une note de **12,7 sur 20** au sein de notre matrice de notation ISR.

Michelin dispose d'un Comité d'Entreprise Européen et a conclu un accord collectif sur les conditions de travail dans ses 2 usines chinoises. 84% des salariés sont ainsi couverts par des accords collectifs. Le groupe n'a pas effectué de licenciement sec en 2012. En cas de réorganisation, le groupe s'engage à déployer des moyens importants pour en minimiser les impacts négatifs (mobilité interne, retraite anticipée, horaires réduits pour les futurs retraités, programmes de formation technique ou d'aide à la recherche d'emploi et aides financières à la création d'entreprises). Le taux de rotation des effectifs est en constante baisse depuis des années et s'établit à seulement 1,9%. Les employés de Michelin bénéficient de plus d'heures de formation par an que ceux des autres entreprises du secteur. Pour améliorer les conditions d'hygiène et la sécurité, Michelin forme ses employés à la prévention des accidents et à la sécurité routière. Pour réduire le stress au travail, il y a en moyenne un ergonomiste pour 2000 employés européens ou américains et des formations à la gestion du stress sont offertes aux employés et managers. Néanmoins, les résultats sont contrastés : si le taux de gravité des accidents s'est amélioré de 10% entre 2008 et 2012, le taux de fréquence des accidents s'est dégradé de 51% sur la même période. De plus, le procureur de Clermont-Ferrand a ouvert une enquête pour fraude sur les statistiques de santé sécurité suite à un reportage de TF1 indiquant que le management ferait pression et proposerait de l'argent aux salariés afin qu'ils ne déclarent pas leur accident de travail.

En parallèle, Michelin s'engage à lutter contre les discriminations. Le groupe se fixe pour objectif d'atteindre un taux de 30% de femmes au sein de son encadrement à horizon 2020. Entre 2008 et 2012, le taux de féminisation des cadres a déjà progressé de 15,9% à 18,4%. De même, les handicapés représentaient 3,3% des effectifs en 2011 contre 2,2% en 2008.

Le groupe s'engage également à lutter contre la corruption et les pratiques anticoncurrentielles dans son code éthique et n'a fait l'objet d'aucune mise en cause en ce sens depuis 2001.

Michelin Développement est une filiale dédiée au développement économique des territoires d'implantation. Elle soutient les entreprises en création ou en croissance, en leur accordant des aides techniques et des facilités de paiement ou des prêts à taux réduit en fonction du nombre d'emplois créés. Depuis sa création en 1990, Michelin Développement a ainsi contribué à la création de 26 500 emplois en Europe et 2000 aux Etats-Unis.

Par ailleurs, le groupe alloue des moyens importants pour atteindre son objectif de réduction de son empreinte environnementale de 35% entre 2005 et 2015. Les résultats obtenus sur la période 2008-2012 sont déjà positifs : consommations d'eau (-7%) et d'énergie (-10%), émissions de CO2 (-11%), SO2 (-10%), NOx (-12%) et VOC (-15%), quantité de déchets produits (-13%) et augmentation de la part de déchets recyclés de 87% à 92%.

Les analyses de cycle de vie, débutées en 2001, concernent désormais tous les types de pneus. Ces analyses ont permis de conclure que la phase d'utilisation représente 92% (pour les voitures) et 95% (pour les camions) des impacts environnementaux d'un pneu. Ces conclusions sont prises en compte dans la stratégie de Michelin qui développe des pneus offrant moins de résistance et permettant donc une baisse du carburant consommé. Le groupe développe également des technologies permettant de réduire le poids ou d'allonger la durée de vie des pneus notamment ceux des poids lourds. Enfin, la protection de la biodiversité est suivie dans les plantations d'hévéas.

Michelin établit des relations durables avec ses fournisseurs. En cas de crise, des processus sont mis en place afin d'identifier et d'aider les fournisseurs en difficulté afin de les maintenir à flot. La politique d'achat du groupe impose également le respect de critères sociaux et environnementaux dans la chaîne d'approvisionnement. En 2012, 212 fournisseurs ont ainsi été évalués à l'aune de critères sociaux et environnementaux. Ces évaluations, menées par Ecovadis, un consultant externe, peuvent être complétées par des audits internes et ont donné lieu à la mise en place de plan de progrès dans 62% des cas.

Le Conseil de surveillance est majoritairement indépendant, mais son président n'est pas indépendant (ancien dirigeant). Les rémunérations des dirigeants ne sont pas suffisamment transparentes et des droits de vote double sont attachés aux actions détenues depuis plus de 4 ans. En revanche, plus de 20% du conseil est féminin (3 membres sur 8), les enjeux ESG sont très bien suivis par le conseil, et le rapport annuel sur le développement durable est audité par un tiers.